

Olivier
Grenouilleau



**ET LE MARCHÉ
DEVINT ROI**

Flammarion

Extrait de la publication

Olivier Grenouilleau

ET LE MARCHÉ DEVINT ROI

Le marché est-il utile ? Est-il légitime ? Est-il nécessaire ? Ces questions occupent aujourd'hui une telle place dans le débat public qu'elles semblent nées de la crise actuelle ; et pourtant, elles n'ont cessé d'être posées depuis l'apparition des premiers échanges marchands. D'où l'importance, pour comprendre notre monde, de se plonger dans l'histoire passionnante du débat qui a vu s'opposer, sur la longue durée, critiques et défenseurs du marché, de l'Antiquité à nos jours – d'Aristote à Amartya Sen en somme.

En révélant les racines profondes des controverses contemporaines, ce livre ne jette pas seulement une lumière nouvelle sur notre temps ; il dessine surtout les méandres de la lente affirmation éthique du capitalisme, en dévoilant le mécanisme par lequel le marché est peu à peu parvenu à imposer l'illusion qu'il se situerait hors de portée de toute critique.

Car aujourd'hui, tout-puissant, le marché semble ne plus devoir répondre à d'autres règles que les siennes. Pourtant, nombreux sont ceux qui le dénoncent comme injuste et cynique : se trompent-ils de combat ? Un retour à un capitalisme vertueux est-il encore possible ?

OLIVIER GRENOUILLEAU

Membre de l'Institut universitaire de France puis professeur à Sciences-Po Paris, aujourd'hui membre de l'Academia Europaea et du Centre Roland Mousnier (Paris-IV Sorbonne), Olivier Grenouilleau est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Les Traités négrières* (Gallimard), prix de l'essai 2005 de l'Académie française.

Flammarion

Et le marché devint roi

Olivier Grenouilleau

Et le marché devint roi

Essai sur l'éthique du capitalisme

Flammarion

© Flammarion, 2013
ISBN : 978-2-0812-9770-8

À ma femme

Plus de deux mille ans de débats

Comment interpréter les débats d'aujourd'hui relatifs à la fameuse «éthique» du capitalisme? S'agit-il d'une sorte de retour à la morale lié à l'indignation croissante suscitée par les diktats d'un capitalisme financier de plus en plus omniprésent et dérégulé? Tel n'est pas le cas. Loin de renvoyer à des considérations morales que l'on pourrait croire dépassées, ce débat est en effet clairement politique, et donc essentiel et structurant pour toute vie sociale. Nullement propre à notre époque, il s'insère dans plus de deux mille ans de discussions contradictoires. Cela signifie deux choses. D'une part, que ce débat est légitime et nécessaire. D'autre part, qu'un détour par l'histoire peut nous aider à mieux penser le présent.

La morale : le retour ?

C'est au moment où la crise que nous connaissons depuis plus d'une génération – si l'on remonte au choc pétrolier de 1973 – multiplie ses effets destructeurs, allant jusqu'à menacer non plus seulement des individus

mais l'avenir de nations entières, et que la dénonciation somme toute assez classique du libéralisme économique se voit renforcée par une vague d'indignation croissante, que l'on voit reflleurir l'idée d'une « éthique » du capitalisme.

On parle de revalorisation du travail et d'instauration de freins à la spéculation. On invoque la « responsabilité sociale » et environnementale des entreprises. Les contrastes de richesse deviennent de plus en plus criants. Leur légitimité est contestée. Et l'on s'attaque aux « riches », boucs émissaires de discours consistant non plus à faire croire que la réduction du salaire des uns conduirait automatiquement à améliorer le sort des autres, ce que personne ne peut raisonnablement croire, mais à diriger en partie vers l'Autre le fruit de ses peurs et de son ressentiment.

Signe d'une détresse devenue désespérance, cette irruption du juste et du légitime dans la sphère de l'économique est trop souvent sous-estimée, quand elle n'est pas regardée de haut : elle renverrait pour certains au registre de la ringardise ou du conservatisme et, pour d'autres, à celui de l'irrationnel. Pourtant, ce phénomène qui dépasse les clivages politiques et sociologiques convenus se montre trop complexe pour être réduit à un simple retour de la morale ; il pourrait se révéler aussi porteur d'interrogations que l'est ou l'a été le fameux « retour du religieux », à propos duquel tant d'analyses et de commentaires ont été produits.

L'économie morale : vrais et faux débats

S'agit-il en effet vraiment de morale ? La question, de fait, a été posée par les économistes eux-mêmes, et ce dès la fin du XVIII^e siècle. Figurant au cœur des interrogations d'un Adam Smith, rejetée par Marx, elle revient en force depuis quelques années, sous l'effet de la crise.

Aujourd'hui, pour les uns, économie et morale sont intrinsèquement liées. Tout simplement parce que la première ne saurait être pensée sans référence à des objectifs en termes de justice sociale. C'est la position défendue par le prix Nobel d'économie Amartya Sen. Certes, l'éminent savant ne s'attaque pas au capitalisme. Il considère même qu'il a historiquement été facteur de prospérité et que son développement s'est traduit par un renforcement des responsabilités sociales de l'État. Mais cela n'empêche pas Sen de travailler sur l'économie du développement et de la pauvreté. À ceux qui lui demandent conseil afin de placer au mieux leur argent, Sen aime dire qu'il ne peut ni ne souhaite répondre à ce genre de question. Ce qui l'intéresse, c'est d'élaborer des outils facilitant la mise en œuvre de politiques sociales.

Pour cela, Sen part d'abord de la théorie des « biens premiers » de Rawls, à savoir de ces moyens « qui, tels le revenu, la richesse, les libertés publiques, etc., aident les individus à poursuivre librement leurs objectifs ¹ ». Puis il la critique. L'idée de Sen est qu'il faut centrer l'analyse sur les « vies réelles ». On peut en effet disposer de revenus convenables et être confronté à la pauvreté, si l'on se voit obligé d'en dépenser l'essentiel afin

de payer les dialyses dont on a besoin. Autre exemple : un homme noir de Harlem, à New York, a statistiquement moins de chances d'atteindre l'âge de quarante ans qu'un habitant du Bangladesh où l'on souffre pourtant de la faim. Car l'espérance de vie ne dépend pas seulement du niveau de vie : elle peut aussi varier en fonction du plus ou moins grand degré d'insécurité. De ces exemples, Sen conclut que la pauvreté ne peut pas être uniquement définie par rapport à des revenus, des ressources ou des « biens premiers » que l'on possède. Elle doit être également mesurée en regard de la liberté concrète – ou « capacité » – dont peut disposer un homme afin de mener une vie convenable. Lutter contre les inégalités implique ainsi, selon lui, d'imaginer de nouvelles politiques.

Sans dénier à ces analyses toute valeur pratique, Bruno Amable et Stefano Palombarini s'opposent à tout amalgame entre économie et morale². Le surgissement d'impératifs moraux dans le débat relatif à l'économique ne serait pour eux qu'un artifice, l'une des armes du néolibéralisme destinée à mieux rassembler autour de l'idée d'un pseudo-intérêt général, à masquer les conflits d'intérêts entre classes sociales différentes, à nier le caractère politique de ces oppositions, et à justifier le démantèlement des politiques d'État providence. Ils ne sont guère plus cléments à l'égard des tenants des écoles dites de la régulation qui tentent de contrôler les dérives du système, ou de ceux de l'école des conventions qui cherchent à redéfinir collectivement le bien commun. Toutes ces démarches ne seraient que « dérive normative » et alliances académiques de circonstances, destinées

à consolider des postes universitaires en période de vaches maigres pour les marxistes. Pour contrer les néolibéraux, indiquent nos deux auteurs, il ne faut pas se positionner sur leur terrain en essayant de réconcilier morale et politique : il faut au contraire insister sur le caractère irréductiblement politique de l'économie, et sur l'impossibilité de la comprendre sans la mettre en rapport avec la lutte des classes.

Entre les positions apparemment diamétralement opposées d'un Sen et d'un Amable se situe tout un courant, extrêmement prolifique dans le monde anglo-saxon et encore assez largement inconnu en France, à l'exception de l'œuvre de quelques « grands », comme Polanyi³ : celui des *moral economists*. Il inclut tout aussi bien des économistes que des historiens spécialistes de questions sociales et politiques. Trois tendances s'y dessinent.

La première renvoie à Karl Polanyi (*The Great Transformation*, 1944) et au paradigme de l'enchâssement (*embeddedness*) : avant l'entrée dans notre monde moderne, encadrée dans le social et le culturel, l'économie n'aurait été qu'une fonction de l'organisation sociale. Les lois, théories et concepts économiques d'aujourd'hui ne seraient de ce fait d'aucune utilité pour étudier le fonctionnement de ces économies anciennes. De ce point de vue, l'économie morale constituerait une sorte d'outil heuristique permettant de mieux comprendre les sociétés et les économies dites prémodernes.

Aujourd'hui plus en vogue, la deuxième approche consiste à considérer que l'émergence du marché a réduit les possibilités d'une « *good life* ». L'économie morale devient ici un moyen de critiquer l'économie de

marché : en revisitant sur le mode nostalgique le monde que nous aurions perdu⁴, en analysant de manière critique l'histoire du capitalisme, ou bien encore en s'intéressant aux modes d'organisation des communautés rurales d'hier et d'aujourd'hui ; les regards portés sur les paysans du tiers-monde permettant de réactiver un discours jadis élaboré à propos des prolétaires des pays riches. Dans tous les cas, il s'agit de mettre en exergue les limites du marché, de suggérer des moyens de le réformer, voire d'en finir avec lui, à l'instar de ce que l'on peut voir au sein de certains mouvements altermondialistes. L'idée dominante est que justice et esprit collectif s'opposent forcément au marché, somme d'égoïsmes individuels.

Une dernière tendance a été initiée par les travaux d'Edward Thompson, historien de la classe ouvrière britannique⁵. Refusant de considérer les révoltes populaires comme la manifestation de phénomènes infrapolitiques uniquement causés par la faim, Thompson montre qu'elles s'expliquent par la volonté de défendre des droits perçus comme traditionnels. Les révoltes de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle refléteraient ainsi la crainte de voir le marché menacer d'anciennes habitudes jugées plus éthiques et légitimes.

Ces différentes approches ne sont pas convaincantes pour deux types de raisons. Le premier renvoie au cadre général, idéologique et méthodologique, auquel elles se réfèrent : toutes empruntent en effet à une perception transitionnelle des choses, focalisée sur une expérience particulière, celle du passage entre un monde dit prémoderne et le nôtre ; aussi conduisent-elles à interpréter le passé à la lumière de ce qui est ensuite advenu. Ajoutons que

cette perception est uniquement appliquée à des milieux particuliers – la foule, le prolétaire, le paysan du tiers-monde... – et qu'elle est très largement orientée (peu importe ici la nature de l'orientation, mais le fait qu'elle canalise forcément les choses), plus ou moins destinée à critiquer la présente économie de marché.

Second point : il semble hasardeux de définir des sociétés prémodernes à partir du paradigme de l'enchâssement, tout simplement parce qu'il n'y a pas de sociétés où l'économie serait soit enchâssée soit désenchâssée, mais des modes de relations variables entre l'économie et la société. L'approche de Thompson est intéressante. Mais pourquoi réserver l'économie morale à la foule et aux déshérités de l'histoire, et ne pas l'étendre à d'autres catégories sociales, aux élites, aux négociants, aux femmes, par exemple ? Et pourquoi se limiter à une époque, celle de la « transition » entre la fin du monde moderne et les débuts de l'ère industrielle ? Pour ne prendre qu'un exemple, nous observons actuellement l'émergence de nouveaux types de « biens communs » de l'humanité comme l'eau ou l'environnement, lesquels, totalement inconnus d'un laboureur du XVIII^e siècle étudié par Thompson, relèvent pourtant de cette thématique d'économie morale. N'est-il pas souhaitable d'essayer de comprendre comment, à différentes époques et en différents lieux, des hommes ont pensé les rapports entre l'éthique, l'économie et la vie de la *polis* ?

La tâche, en réalité, est essentielle. Car si l'économie n'est en soi ni morale ni immorale, elle est et a toujours fait l'objet de débats en relations avec la manière dont

les hommes définissaient ce qui est ou non légitime et juste.

Du passé comme actualité

Les hommes n'ont en effet pas attendu les récentes crises boursières et bancaires pour réfléchir au sujet, se positionner par rapport à l'échange marchand, à la monnaie, au prêt à intérêt, et, plus généralement, au marché et au capitalisme. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, la question de la légitimité du marché et de ses rapports au social et au politique se pose en fait dès le tout début, dès que les premiers mots pour dire l'échange marchand apparaissent. Ce qui veut dire que, dès qu'il y a marché, il y a aussi interrogation sur ses effets, formulation de critiques et, inversement, élaboration de discours destinés à le légitimer.

Les discussions actuelles sur l'éthique du capitalisme font ainsi écho aux écrits d'Aristote qui, au IV^e siècle avant notre ère, se demandait si la technique permettant à certains de s'enrichir ne se développait pas au détriment des intérêts du corps social dans son ensemble. Si la monnaie, l'échange marchand et le commerce au loin cristallisent très vite les débats, c'est que ces activités conduisent à sortir des cadres de sociabilité habituels ou valorisés des hommes. En Grèce ancienne, où elle se pratique tout à la fois au sein de *l'oikos* (unité domestique incluant famille et dépendants) et de la cité, l'économie la plus « honorable » est avant tout « familiale ». Plus tard, en Occident, elle

s'enracine dans des dimensions plus proprement « nationales ». Mais le marché, à chaque fois, conduit à sortir de ces cadres de vie traditionnels, à connecter ces dedans connus et donc rassurants à des dehors vastes et potentiellement menaçants.

Que l'économie jusqu'alors moins influencée par le marché s'ouvre sur celui-ci et voilà qu'un Hésiode écrit *Les Travaux et les Jours* (fin du VIII^e siècle avant J.-C.), vision déjà quelque peu idéalisée sur le thème de « ce monde meilleur qui a disparu ». Voilà aussi que se multiplient ensuite les guerres intestines, qu'apparaissent des réformateurs sociaux, tel Solon qui, abolissant l'esclavage pour dettes (594-593 avant J.-C.) ouvre la porte à l'évolution conduisant Athènes vers la démocratie. Que la même Athènes, devenue impérialiste et au faite de sa puissance, s'ouvre au commerce international, et nous voyons un Aristote s'élever contre les dangers de la recherche illimitée de l'argent. Que les États-nations d'Europe occidentale s'affirment progressivement, depuis le XII^e jusqu'au XIX^e siècle, et voilà que surgissent des débats sans cesse renouvelés relatifs à l'utilité d'un commerce vraiment « national ». Qu'au sein même de ces États, comme dans la France de la fin du XIX^e siècle, les progrès des transports mettent directement ses diverses régions en concurrence, et voilà que l'on réfléchit à l'élaboration de labels régionaux afin de défendre les produits du cru contre l'invasion de ceux, « étrangers », venus d'autres parties du pays. En Bretagne, l'idée apparaît au début du XX^e siècle, lorsque la déréionalisation de l'espace économique rend le régionalisme extrêmement populaire. La question de labels – régionaux et

nationaux – réapparaît il y a peu, cette fois avec succès, à un moment où ce sont désormais les économies nationales qui sont touchées de plein fouet par les effets d'une mondialisation de plus en plus déstabilisatrice.

On le voit, chaque fois que le marché conduit les hommes à dépasser leurs cadres habituels de références, il y a reprise et renouvellement d'un débat plus que doublement millénaire sur la légitimité du marché. Ce n'est pas un hasard. Échange marchand et commerce sont en effet à la fois inclusifs (on peut les exercer directement, ils jouent un rôle chez nous) et marqués par l'extériorité : ils se pratiquent assez largement au-dehors, avec d'autres, on parle de commerce « extérieur ». Le débat relatif à l'éthique de ce que l'on nomme aujourd'hui le capitalisme ouvre ainsi à une dialectique du dedans et du dehors essentielle pour nos sociétés. Ne se limitant nullement à la sphère de l'économique, il impose dans la sphère publique la question des intérêts et des biens communs. C'est ainsi qu'il joue un rôle dans la manière dont les hommes se pensent comme corps social et société politique.

Le courant et l'écume

Notre périple à travers le temps et l'espace nous ayant permis de prendre du recul, on voit maintenant que ce que l'on pourrait appeler un peu trop vite « morale » renvoie à d'autres réalités, proprement politiques, à propos desquelles aucune société ne peut faire l'économie d'une réflexion.

On comprend également combien la notion de « retour » est réductrice ; combien elle conduit à oublier plus de deux millénaires de débats particulièrement instructifs et à se priver de ce qu'ils peuvent nous apprendre ; comment elle nous invite à croire qu'il serait vain de repenser le capitalisme en termes d'éthique ; et, finalement, comment elle masque le long cheminement par lequel le marché, perçu dès son « invention » comme un intrus, a peu à peu réussi à être légitimé par un arsenal idéologique répondant aux critiques suscitées par son affirmation progressive.

À tel point que le marché en arrive aujourd'hui, en dépit du flot des critiques, à être érigé en une sorte d'entité supérieure obéissant à des lois aussi implacables qu'inéluctables, résidant dans un au-delà politique, social et culturel et qui, affranchi de toutes contraintes, peut désormais s'afficher sans crainte tel qu'il est, c'est-à-dire par-delà toute morale.

Faire prendre conscience de ces réalités, éclairer les étapes de ce long cheminement, dévoiler les liens pouvant exister entre débats du passé et interrogations présentes, voici quelques-uns des objectifs du présent essai⁶.

Reste à préciser ce que nous entendons par marché. Nous utiliserons dans ce livre les termes de marché, commerce, négoce, négociant, capitaliste et capitalisme. Nullement interchangeables, ces mots renvoient cependant à des réalités fortement intriquées, et, il faut le dire, extrêmement compliquées. Les définitions du capitalisme et du capitaliste sont en effet si nombreuses et diverses que l'on a beaucoup de mal à y voir clair. Et comme les uns et les autres ne parlent pas forcément

des mêmes choses en utilisant les mêmes termes, les débats sont loin d'être clos⁷.

Le marché n'est pas l'échange. Ce dernier peut en effet s'effectuer au coup par coup, sans règles forcément établies. Mais dès lors qu'il devient relativement régulier, qu'il s'organise et tend à répondre à des règles socialement admises, l'échange commence à devenir marché. C'est ainsi qu'il y a sans doute, comme nous aurons l'occasion de le montrer, des marchés dès le néolithique. Regardons maintenant du côté du capitaliste. Il est lié au marché, quelle que soit la manière de le définir : c'est celui qui cherche à accumuler des biens négociables, à le faire de manière rationnelle, en spéculant, en étant « entrepreneur », en disposant ou non pour ce faire d'aptitudes particulières, etc. À la différence du guerrier qui accumule par le pillage, le capitaliste le fait par l'intermédiaire de l'échange organisé. Il peut n'être capitaliste que pour un temps et, fortune faite, s'occuper ensuite d'autre chose, ou bien tout sacrifier à la pérennité de son entreprise. Les visages du capitaliste sont donc multiples.

Le capitalisme n'apparaît qu'ensuite. Fernand Braudel disait qu'il était le « visiteur du soir », se manifestant seulement après la mise en place de toute l'infrastructure nécessaire. Le capitalisme ne s'exprime en effet totalement qu'à partir du moment où les marchés imposent leur loi, soit à l'ensemble d'une société, comme aujourd'hui, soit à un secteur donné. Ce qui veut dire qu'il y a des marchés, des capitalistes et des capitalismes sans qu'une société soit forcément devenue capitaliste dans son fonctionnement d'ensemble. Il y a

eu un capitalisme d'État dans l'ancienne URSS, comme il en existe un dans la Chine communiste d'aujourd'hui. De la même manière, on peut parler de capitalistes – ou du moins d'individus adoptant des postures capitalistes⁸ – et de capitalismes au pluriel (c'est-à-dire de capitalismes singuliers n'impliquant pas que le tout social soit marqué par le capitalisme) à des époques anciennes, comme dans le monde gréco-romain antique.

Cela permet de comprendre pourquoi nous développerons le cas du capitalisme marchand dans les premiers chapitres de ce livre, tout en élargissant progressivement la focale afin d'inclure les capitalismes industriels et financiers : c'est que le capitaliste par excellence, celui qui recherche les hauts profits grâce à l'exercice d'échanges au loin accessibles seulement à quelques-uns, fut d'abord le marchand ou le négociant. C'est à son sujet que se sont d'abord élaborées des critiques et des justifications du capitalisme susceptibles d'être ensuite recombinaées à d'autres époques, à propos d'autres formes de capitalisme.

PREMIÈRE PARTIE

Lorsque le marché est encore à l'étroit:
toujours critiqué,
jamais vraiment entravé

TABLE

8. De l'accession au pouvoir de l'individu roi à l'émergence de nouvelles servitudes	183
<i>Lorsque l'accession au pouvoir de l'individu roi...</i> , 184. ... <i>facilite une marchandisation du monde...</i> , 188. ... <i>aujourd'hui réaffirmée...</i> , 191. ... <i>jusqu'à favoriser l'émergence de nouvelles servitudes</i> , 194.	
9. Le mirage d'un retour de l'enfant roi.....	201
<i>Les oubliés de l'histoire : le capitalisme n'est pas seu- lement l'affaire de quelques-uns</i> , 203. <i>L'éthique du capitaliste vieux style : réalités...</i> , 209. ... <i>et limites</i> , 213	
Parce que l'indignation ne suffit pas	217
<i>Notes</i>	223

Composition et mise en page



N°édition : L.01EHBN000568.N001

Dépôt légal : septembre 2013